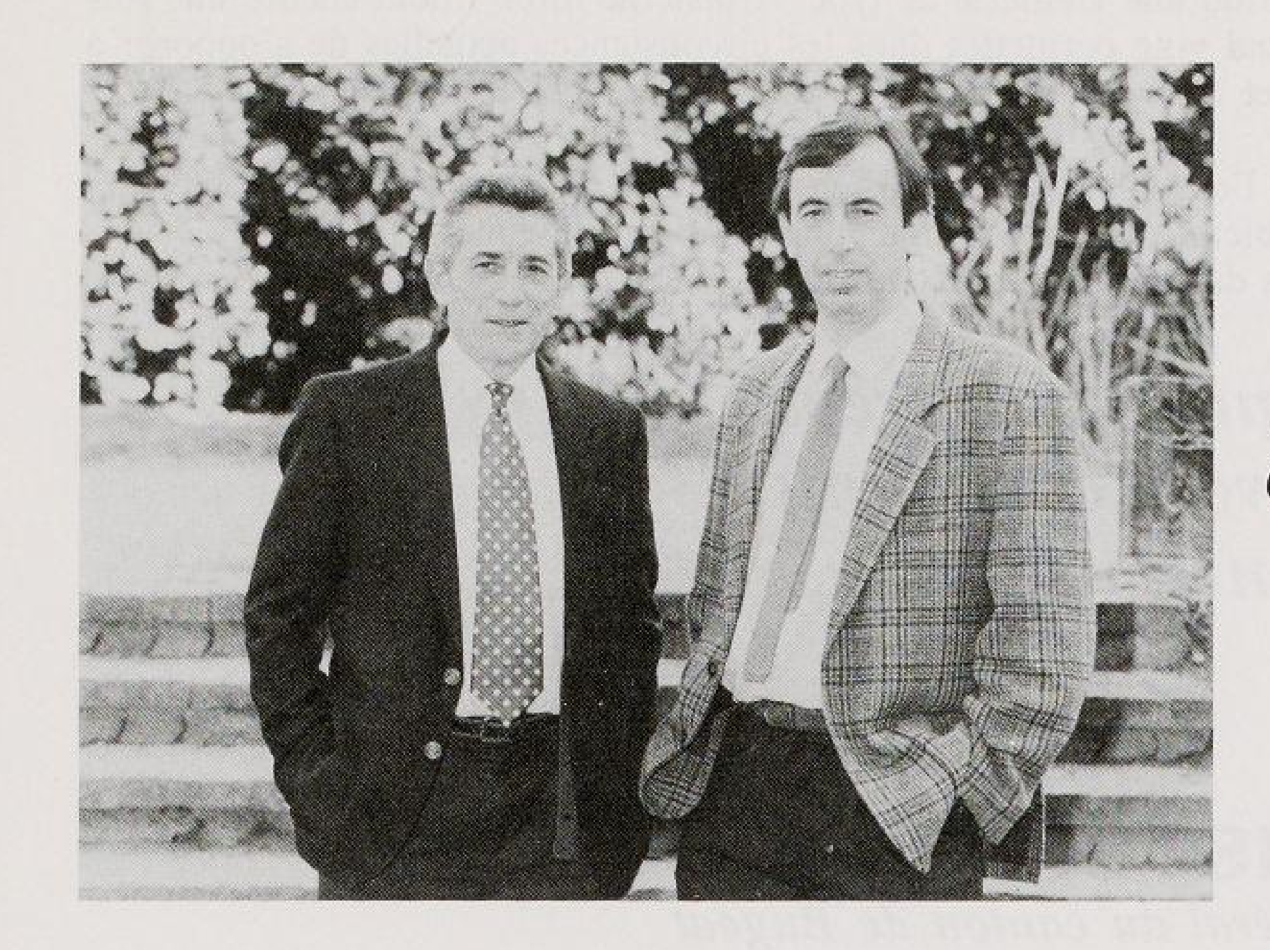


CHRISTIAN AUDOUIN

Conseiller général du canton de Bugeat

Suppléant

MICHEL JULIEN

Maire adjoint de Rosiers-d'Egletons

Candidats pour le rassemblement
et le changement à gauche,
présentés par le PCF.

Continuer ou changer, le 21 mars, c'est vous qui décidez !

CHANGER EN VOTANT POUR LA DROITE EST DANGEREUX. Son programme, c'est davantage de libéralisme donc d'injustices et de chômage avec la casse des acquis sociaux et de nouveaux cadeaux aux riches et aux spéculateurs. La droite est comme ça ! Rappelez-vous son retour au pouvoir en 1986 : l'une des premières décisions de Jacques Chirac fut la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes. La droite n'a pas changé. Le programme RPR-UDF prévoit l'indépendance de la Banque de France, l'introduction de capitaux privés à la SNCF et à EDF-GDF, les privatisations à tour de bras, la casse du Smic par la promotion des CES dans le secteur privé, la remise en cause de la retraite à 60 ans par l'augmentation du nombre d'années de cotisations, la hausse des impôts par la fiscalisation des allocations familiales, l'accroissement des prélèvements de la CSG, la réduction de la progressivité des impôts à l'avantage des hauts revenus, une école pour les riches et une autre pour les pauvres par la mise en concurrence des établissements scolaires… ! Ce n'est pas avec cette politique rétrograde que la situation sociale et économique de la Corrèze et du Limousin s'améliorerait.

CONTINUER LA POLITIQUE ACTUELLE N'EST PAS NON PLUS LA BONNE SOLUTION. Cette politique est mauvaise depuis que les dirigeants socialistes ont tourné le dos aux engagements de 81 et au sens des réformes positives de cette année-là (retraite à 60 ans, 39 heures, 5e semaine, droits syndicaux…). Les communistes ont quitté le gouvernement en 84 car ils refusaient de cautionner le retour au libéralisme et à ses conséquences mesurables aujourd'hui. Les communistes ne se sont pas trompés et ne vous ont pas trompés en s'opposant aux dérives droitières des gouvernements socialistes. L'expérience leur donne raison.

ALORS QUE FAIRE ? Nous sommes des dizaines de milliers en Corrèze, plusieurs millions en France, à repousser la politique mitterrandienne, tout en restant attachés aux valeurs de gauche. Nous représentons une force potentielle considérable capable de barrer la route à la droite et d'imposer des changements démocratiques. Nous l'avons bien vu au moment du référendum lorsqu'il s'est agi d'opposer un ''non'' de gauche à l'Europe de la droite et de la grande finance. En Corrèze, le ''non'' l'a emporté alors que Jacques Chirac, les autres parlementaires, la direction du Conseil général appelaient à voter ''oui'' au traité de Maastricht. C'est dans cette voie qu'il faut poursuivre, celle du rassemblement populaire contre les politiques nationale et européenne d'austérité et de chômage qui cassent des régions comme la nôtre et abaissent la France.

QUEL VOTE UTILISER LE 21 MARS POUR Y PARVENIR ? Par "big-bang" interposé, les dirigeants socialistes et écologistes cherchent à dissoudre le Parti socialiste d'Epinay et à constuire un conglomérat au centre avec une partie de la droite. Un tel projet n'est qu'une vieillerie de type "troisième force" dont encore une fois la droite saurait tirer profit ! Dans ce contexte, un seul vote permettra dans les circonstances actuelles de s'opposer à la droite, de se défendre contre ses funestes projets et de voter clairement à gauche : le vote communiste.
Utilisez-le sans réserve !
Voter communiste le 21 mars ne sera pas approuver l'ensemble de la politique du PCF. Ce sera soutenir simplement la nécessité du combat contre la droite et du rassemblement à gauche pour une politique de gauche.
Au soir du 21 mars, chaque voix communiste pèsera dans le bon sens pour la suite des événements. Rien n'est joué.

Face à Chirac et au programme dangereux de la droite, servez-vous du vote communiste pour vous défendre et redonner un sens à la gauche.

VOTEZ Christian AUDOUIN

Conseiller général du canton de Bugeat

Suppléant

Michel JULIEN

Maire adjoint de Rosiers-d'Egletons

Une autre politique est possible

Une autre politique est possible, en particulier pour les régions rurales, à condition que les populations concernées continuent à **s'opposer au traité de Maastricht** qui n'a été approuvé en France que grâce à l'appui de Jacques Chirac.

Le traité de Maastricht, la réforme de la PAC, le préaccord du GATT obéissent à la logique de libre concurrence dont seuls les spéculateurs et les multinationales capitalistes, notamment américaines, tirent profit. Il faut contraindre les dirigeants de l'Etat français à s'en détourner et à recourir au **droit de veto.**

La France doit agir pour **la sauvegarde de son agriculture** en travaillant notamment au retour **à la préférence communautaire** et à **la garantie des prix** agricoles. La protection de nos productions agricoles et industrielles s'avère une nécessité à satisfaire, y compris par le recours à **des mesures douanières appropriées.** Sauver l'agriculture, organiser et développer **les filières agroalimentaires et la transformation du bois** seraient donner de l'avenir à l'ensemble des activités rurales, aux commerçants, aux artisans, aux services publics, aux PME et PMI pour lesquelles **les réformes de la fiscalité et du crédit** sont indispensables. Il convient en effet **de taxer la spéculation et les exportations de capitaux,** afin d'orienter les richesses disponibles vers les investissements productifs dans les régions. Notre pays ne pourra coopérer efficacement avec ses partenaires qu'en développant ses propres bases économiques.

Il convient en même temps, comme condition majeure de relance de la croissance, de **muscler le pouvoir d'achat** par la revalorisation sensible du salaire minimal, par la préservation du système de protection sociale dont le financement doit bénéficier de la taxation des revenus financiers au même taux que celle des salaires.

La diminution du temps de travail est possible grâce aux progrès considérables de la productivité. Aller progressivement vers les 35 heures sans diminution des salaires est une possibilité et une exigence de notre temps.

Evidemment, une politique de croissance créatrice d'emplois, s'appuyant sur la justice sociale et la lutte contre la spéculation monétaire, ne saurait être conduite sans de grands efforts pour **l'éducation et la formation.** 40 milliards de francs annuels sont nécessaires pour cela. Ils sont prélevables sur les dépenses du nucléaire militaire.

Une France plus dynamique, plus solidaire à l'intérieur et à l'extérieur de l'Hexagone, plus humaine, plus juste, plus démocratique, pourrait mieux répondre aux besoins des Français et aux enjeux sociaux et économiques de la **coopération internationale.**

Imp. RIVET - Limoges